



Si le socialisme est une pommade lénifiante sous laquelle demeurent les plaies, qu'éclate le socialisme ! (Jean Sénac)

CAUSES TOUSJOURS

N° 467 - 4 Messidor
(mardi 22 juin 2010)

Lettre à peu près quotidienne et carrément socialiste

<http://pascal-holenweg.blogspot.com>
<http://groups.yahoo.com/group/Forum-socialiste>
vivelacommune@infomaniak.ch

CAUSE COMMUNE

Genève est gratifiée depuis les dernières élections du parlement cantonal le plus à droite depuis 1941, c'est-à-dire depuis l'interdiction du Parti Socialiste de Léon Nicole par le Conseil fédéral, et la déclaration d'inéligibilité de ses dirigeants, de ses cadres et de ses militants les plus connus. A ce parlement « introuvable » né des élections de l'année dernière, et de l'incapacité de la « gauche de la gauche » à s'assurer une représentation parlementaire alors qu'elle représente 15 % de l'électorat (en gros), s'ajoute un gouvernement lui aussi de droite, quoi qu'il en soit de la présence en son sein de deux Verts fort pragmatiques et d'un socialiste qui s'est lui-même déclaré autonome de son propre parti... Face à cette majorité parlementaire et gouvernementale de droite, deux villes de gauche : la Ville de Genève et la Ville de Vernier, avec une majorité « alternative » au Conseil municipal et au Conseil administratif, plus deux autres villes disposant d'une majorité de gauche au Conseil administratif : Carouge et Onex. Quelques doutes que l'on puisse parfois nourrir sur la cohérence de ces majorités, et quelque énervement que puissent susciter les démanagements centristes des uns et les querelles de préau d'école entretenues par les autres, elles font de ces Municipalités, et en particulier de la Ville de Genève le seul réel contre-pouvoir institutionnel au parlement et au gouvernement du canton. Ce qui contribue d'ailleurs à expliquer la grosse envie « bourgeoise » de dépecer, voire d'abolir, la municipalité genevoise, dont nous rappellerons au passage qu'il a fallu une révolution (radicale) pour la rétablir, après que la vieille oligarchie de l'Ancien Régime, revenue au pouvoir dans les fourgons des armées de la Sainte-Alliance, l'ait supprimée en 1815... On observera d'ailleurs que, dans l'actuelle Constituante, ce sont les mêmes héritiers des « restaurés » de 1815 qui, remettant la compresse, veulent à nouveau supprimer, ou à défaut, édater, la commune de Genève, et charcuter les droits sociaux. Il y a de la cohérence dans la volonté d'en revenir 200 ans en arrière... Bref, on va pouvoir se la jouer Communards municipaux contre Versaillais cantonaux, histoire de remuer un peu de ce qui reste de mémoire historique à la gauche, et de réunir celles et ceux qui, candidates et candidats ou non aux Municipales, sont prêt-e-s à se battre se non seulement pour défendre l'existence, l'intégrité, les ressources et les compétences de la Commune de Genève, mais également pour les accroître. Et qui, lorsqu'on leur dit que le canton et la Ville font à Genève double emploi, répondent que, de la Ville et du canton, l'institution politique superfétatoire n'est pas celle qu'on croit.

*mars 2011 : élections municipales
genevoises et 140e anniversaire de la
Commune de Paris :
Vive la Commune,
bordel !*



2011 : Les élections municipales se dérouleront à Genève en mars, au moment du 140ème anniversaire de la Commune de Paris (28 mars 1871, proclamation de la Commune de Paris - 22-27 mai 1871 : Ecrasement de la commune de Paris par l'armée du gouvernement de Versailles). Municipales à Genève, 140e anniversaire de la Commune de Paris ? Deux raisons de reprendre un bon vieux cri primal : « Vive la Commune ! », et de réunir celles et ceux, candidates et candidats à quoi que ce soit en 2011, ou candidates et candidats à rien sinon à continuer le combat engagé en 1871, à qui ce vieux cri dit encore quelque chose -ne serait-ce que la volonté de lutter contre la résurgence de la tentation de supprimer purement et simplement la commune de Genève, ou de l'éclater en cinq ou six communes de quartier d'autant plus confortables qu'elles seront impuissantes. Rejoignez donc sur Facebook le groupe « Vive la Commune » :

<http://www.facebook.com/group.php?gid=113164468710239>

CAUSES TOUSJOURS

N° 467 - 4 Messidor

(lundi 22 juin 2010)

La déforestation mondiale, due pour l'essentiel à la conversion des forêts tropicales en terres agricoles, a reculé au cours des dix dernières années mais se poursuit à un rythme alarmant dans de nombreux pays, a indiqué l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). D'après les principales conclusions d'une enquête exhaustive de la FAO sur les forêts, intitulée « Evaluation des ressources forestières mondiales 2010 », portant sur 233 pays et territoires, quelque 13 millions d'hectares de forêts par an ont été convertis à d'autres utilisations ou ont disparu pour causes naturelles dans le monde de 2000 à 2010, contre 16 millions d'hectares par an dans les années 1990. Le Brésil et l'Indonésie, qui ont accusé la plus forte perte de forêts dans les années 1990, ont vu leurs taux de déforestation considérablement baisser. Des programmes ambitieux de plantation d'arbres dans des pays comme la Chine, l'Inde, les Etats-Unis et le Viet Nam - associés à une expansion naturelle des forêts dans certaines régions - ont ajouté plus de 7 millions d'hectares de nouvelles forêts chaque année, mais l'Amérique du Sud et l'Afrique ont accusé des pertes annuelles nettes de forêts entre 2000 et 2010 de respectivement 4 millions et 3,4 millions d'hectares. On enregistre également des pertes nettes pour l'Océanie, dues en partie aux graves sécheresses qui ont frappé l'Australie depuis 2000. La superficie totale des forêts de la planète représente un peu plus de 4 milliards d'hectares, soit 31% de la surface émergée. La perte annuelle nette de forêts, lorsque la somme de toutes les pertes de forêts dépasse les gains, durant la décennie 2000-2010 correspond à un territoire plus ou moins équivalent au Costa Rica. Sans compter bien sûr les tilleuls du Musée d'ethnographie de Genève.

On apprend, grâce au « Matin Dimanche », que pour communiquer par téléphone avec Berne sans courir le risque que leur conversation soit comprise par les grandes oreilles et les petits micros des services secrets libyens, les diplomates suisses en poste à Tripoli utilisent le Schwyzerdütsch, en forçant même sur l'accent. Et c'est vrai que c'est une méthode vachement efficace : même entre Suisses, on ne se comprend que dalle.

Services secrets suisses:



agents zéro zéro

	MESSIDOR 10 ^e mois.	THERMIDOR 11 ^e mois.	FRUCTIDOR 12 ^e mois.
	D 0 2 V L 8 P Q 16 P L 24	D 0 5 N L 8 P Q 16 P L 23 D Q 30	V L 8 P Q 16 P L 23 D Q 29
	1 ^{re} Décade	1 ^{re} Décade	1 ^{re} Décade
19 P	1 Scigle	19 P	19 P
20 D	2 Avoue	20 D	20 D
21 L	3 Oignon	21 L	21 L
22 Q	4 Veronique	22 Q	22 Q
23 J	5 Mulet	23 J	23 J
24 S	6 Bonmarin	24 S	24 S
25 F	7 Concombre	25 F	25 F
26 M	8 Echolobte	26 M	26 M
27 J	9 Absynthe	27 J	27 J
28 D	10 Achille	28 D	28 D
	2 ^e Décade	2 ^e Décade	2 ^e Décade
29 P	11 Covandre	29 P	29 P
30 D	12 Tachaud	30 D	30 D
1 T	13 Grogghe	1 T	1 T
2 Q	14 Lavande	2 Q	2 Q
3 J	15 Chamois	3 J	3 J
4 S	16 Tabac	4 S	4 S
5 F	17 Groselle	5 F	5 F
6 M	18 Cesse	6 M	6 M
7 J	19 Cerise	7 J	7 J
8 D	20 Parc	8 D	8 D
	3 ^e Décade	3 ^e Décade	3 ^e Décade
9 P	21 Monthe	9 P	9 P
10 D	22 Cumin	10 D	10 D
11 T	23 Haricots	11 T	11 T
12 Q	24 Orsanele	12 Q	12 Q
13 J	25 Pintade	13 J	13 J
14 S	26 Sauge	14 S	14 S
15 F	27 Lil	15 F	15 F
16 M	28 Verve	16 M	16 M
17 J	29 Blé	17 J	17 J
18 D	30 Chalemie	18 D	18 D

Le vice-président romand de l'UDC suisse, Yvan Perrin, annonce sa démission de ce poste. Il en marre d'être pris pour un con (c'est lui qui le dit, en ces termes), de recevoir des leçons de discipline, notamment lorsqu'il refusait les zigzags de l'UDC à propos de l'accord UBS (que l'UDC faisait mine de vomir, avant, finalement, de l'avalier) et d'être « traité comme un malpropre » par les petits chefs de l'UDC zurichoise. En acceptant d'être le Welche de service de l'UDC blochérisée, il s'attendait vraiment à être traité autrement que comme une sorte de naturalisé de fraîche date, Perrin ?

Les cendres du général Bigeard, décédé le 18 juin, seront dispersées sur Dien Bien Phu. Putain, y'a vraiment des coins du monde qui n'ont pas de pot !

Après que l'Union européenne de foot ait refusé au club français Evian-Thonon-Gaillard le droit de jouer comme à domicile au stade de Genève, et l'ait contraint à jouer à Annecy, le président de la fondation dudit stade, Benoît Genecand, fort marri, explique que « vu d'avion, il n'y a aucun sens à faire jouer le club à Annecy ou à construire un nouveau stade à deux pas de celui de Genève ». Ouais. Vu de satellite non plus, ça n'a aucun sens. Mais ça n'en avait pas plus de construire un stade de 30'000 places à Genève pour qu'il reste vide, alors qu'on aurait pu rénover les Charmilles et les remplir un peu plus... alors tant qu'à faire dans l'insensé, autant y rester...

AGENDA

SAMEDI 26 JUIN, BERNE

Liberté, égalité, dignité

Grande manifestation contre le racisme et l'exclusion

14 heures 30, Waisershausplatz

Organisation : Solidarité sans frontières

informations : www.sosf.ch

DU 8 AU 11 JUILLET

MARCHE INTERNATIONALE POUR LA PAIX

de Nezuk à Potocari/Srebrenica (Bosnie)

Informations : www.bosniemirsada.org

Le président sud-africain Jacob Zuma voit dans le Mondial de foot le plus grand événement pour le pays depuis la fin de l'apartheid. Pretoria avait misé sur le Mondial pour relancer l'économie du pays, durement touchée par la crise financière. Mais la facture risque d'être lourde et le réveil difficile pour le contribuable sud-africain. Le gouvernement a entrepris de vastes efforts pour l'occasion. Des stades surdimensionnés ont été construits ou réhabilités, des autoroutes ont été élargies ou prolongées, le pays s'est doté d'un nouvel aéroport à Durban, un train luxueux et rapide desservant les quartiers chics de Johannesburg, le Gautrain, a vu le jour, les télécommunications ont été améliorées... Au total, les pouvoirs publics ont déboursé 3,5 milliards d'euros, bien plus que les 230 millions d'euros sur lesquels le gouvernement tablait au départ. Le ministère des finances a révisé à la baisse les retombées de la compétition sur la croissance. Ces dernières étaient évaluées à 1 % ; le chiffre a été divisé par deux et pourrait bien être encore plus bas. Le coût total des neuf stades, par exemple, était estimé à 120 millions d'euros ; la facture définitive se monte à un milliard d'euros, soit dix fois plus que celle envisagée initialement. Certains experts prévoient que le gouvernement fera des coupes drastiques dans les comptes publics pour amortir les dépenses, dont la rentabilité à court terme sera dérisoire. L'argent économisé, qui correspond au budget affecté à la construction de logements pendant dix ans, aurait notamment permis de loger 250 000 personnes à Johannesburg, une ville frappée par la pauvreté et où les bidonvilles et les sans-abris sont légion. Pretoria a préféré procéder à des expulsions massives à travers le pays, comme au Cap, où vingt mille personnes ont été déplacées de force pour « embellir » la ville.